

DICTIONNAIRE  
INTERNATIONAL  
DU  
FÉDÉRALISME

SOUS LA DIRECTION DE  
Denis DE ROUGEMONT (†)

ÉDITÉ PAR  
François SAINT-OUEN

BRUYLANT  
BRUXELLES

---

1 9 9 4

*Corrélat*

*Federalist (The) ; États-Unis, Mexique.*

**YUGOSLAVIE**

Comment expliquer l'implosion de la fédération yougoslave qui, de tous les pays socialistes était la plus proche des régimes occidentaux ? Comment en est-on venu, après 70 ans de vie commune parfois agitée, à cette guerre destructrice ? D'aucuns évoquent cet exemple pour démontrer l'incapacité du **fédéralisme\*** face aux nationalismes virulents que même 45 ans de communisme n'ont réussi à maîtriser. En réalité cependant, cette démonstration est faussée à la base : la fédération yougoslave avait la forme mais pas la substance d'une véritable fédération. Elle n'était pas fondée sur les principes démocratiques et sur les droits de l'homme, elle portait la marque de l'économie collectiviste malgré ses prétentions autogestionnaires et par dessus tout, elle était soumise à la direction d'un parti unique s'appuyant sur l'armée et la police. Ces forces centralisatrices que dirigeait d'une main ferme le maréchal Tito, président à vie, compensaient largement les tensions nationalistes et poussées pluralistes. Cet équilibre maintenu par le monopole de la force et de l'idéologie a été rompu après la mort de Tito au fur et à mesure de la désintégration de la ligue des communistes yougoslaves et de l'armée fédérale. Dès lors, ce sont les ambitions nationalistes qui se sont imposées au dépens de l'interdépendance des membres d'une commu-

nauté multinationale. L'idéologie communiste a été remplacée par l'idéologie nationaliste. À la discrimination de classe s'est substituée l'exclusion par nationalité.

L'histoire, la culture et la religion, l'identité nationale quand ce n'est l'exploitation économique sont avancées pour expliquer, voire justifier cette guerre fratricide. Cependant, chacune de ces données de base peut être envisagée sous plusieurs aspects. C'est ainsi que la manipulation de l'histoire met l'accent sur ce qui divise en passant sous silence notamment le rôle des intellectuels croates, et au premier chef de Strossmayer, qui au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle ont préconisé la création de la Yougoslavie. Créé par le Traité de Versailles, le royaume de Yougoslavie comprenait aux côtés d'un État-Nation serbe, la Croatie et la Slovénie, la Voïvodine et la Bosnie-Herzégovine d'une part, et d'autre part la Macédoine et le Kosovo, issus de la désintégration des Empires austro-hongrois et ottoman. De surcroît, cette construction politique était plaquée sur une population souvent inextricablement mélangée à la suite de multiples migrations et brassages et malgré la persistance de clivages nationaux et religieux (orthodoxe, catholique et musulman). Dès ses origines, la Yougoslavie a subi plusieurs secousses dues en particulier à la domination serbe et à la dictature du roi Alexandre. Mais c'est la deuxième guerre mondiale qui laissera des blessures ouvertes. L'occupation nazie et fasciste suivie par la création de l'État croate oustachi et de l'extermination en masse de Serbes, Juifs et Tsiganes sur son territoire ; la résistance nationaliste du

général Mihajlovic et la résistance communiste de Tito, la guerre sans merci entre elles ainsi que des guerres civiles, tous ces conflits entremêlés n'ont pas fini de nourrir les animosités entre et au sein de diverses populations de Yougoslavie. La victoire de Tito substitue à la violence chaotique et généralisée la violence organisée du nouvel État communiste : élimination des ennemis de classe et des reliquats des collaborateurs comme des résistants de Mihajlovic, ainsi que l'expulsion de nombreux Allemands et Hongrois du territoire libéré. Ce système stalinien fera place, après la rupture de Tito avec Staline en 1948, au titisme, communisme national à la yougoslave.

Face à la menace soviétique, le régime yougoslave cherchera à élargir sa base populaire, à accroître la solidarité et à organiser une défense territoriale inspirée par la résistance. Deux tendances complémentaires vont constituer, en se développant, l'originalité du communisme yougoslave : l'**autogestion\*** économique et la décentralisation politique qui s'incarnent dans la Constitution de 1974. Celle-ci entérine et généralise le principe de l'autogestion (sous contrôle du parti) et renforce l'autonomie des six Républiques et en particulier des deux Provinces, la Voïvodine et le Kosovo, rattachées à la République de Serbie.

Tout en visant à un meilleur équilibre entre les nations et les nationalités par le renforcement des autonomies et la réduction du poids de la Serbie, la Constitution de 1974 offre une structure favorable à l'affirmation des identités nationales et des économies nationales. Sur les

clivages traditionnels se greffent de nouveaux clivages d'intérêts régionaux et locaux, voire de « nouvelles nations » plus ou moins artificielles, telle que la nation macédonienne ou bosniaque. Cette évolution prépare le lit des nationalismes déchaînés qui se réclament de l'opposition des cultures.

La crise yougoslave met en jeu le fondement de l'**Union européenne\***, la culture commune reposant sur les diversités culturelles nationales et régionales. À l'évidence, les mouvements d'union ou de désunion ont des origines culturelles : les valeurs et les visions. Aussi les premières escarmouches serbo-croates ont-elles pour thème la différence des deux branches linguistiques qui forment la langue serbo-croate. Dirigeants communistes et nationalistes croates font cause commune pour affirmer l'identité nationale croate dès 1970. Face à cette vague nationaliste, Tito limoge les principaux dirigeants communistes croates et condamne à l'emprisonnement des nationalistes anciens et nouvellement convertis, parmi lesquels Franjo Tudjman, ancien général de Tito. C'est le premier conflit serbo-croate sous couvert d'une querelle culturelle.

Aujourd'hui, après 45 ans d'histoire officielle, tous les fantasmes nationaux ont été déterrés. D'un côté, la culture dite occidentale des Slovènes et des Croates par opposition à la culture dite orientale des Serbes et des Républiques du Sud. C'est Rome contre Byzance, le catholicisme contre l'orthodoxie. Comme si la culture européenne ne reposait pas sur ces origines héritées de la Grèce antique, du christia-

nisme, de Rome et de Byzance ainsi que sur les apports latins, germains et slaves et d'autres cultures extra-européennes. Ainsi que le rappelait souvent Denis de **Rougemont\***, la culture européenne est un ensemble de cultures diverses qui forment le fondement du fédéralisme européen de l'union dans la diversité. Dans le conflit yougoslave, on insiste sur la diversité en négligeant le fond commun.

Dans le même esprit, la Yougoslavie, « État artificiel » issu de la Première Guerre mondiale, porterait la marque de deux **Empires\*** opposés, l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman qui ont longtemps régné sur les Slaves du Sud. Dans ce raccourci historique, deux omissions méritent d'être rappelées : la révolution serbe après plusieurs échecs a abouti à la constitution d'un État serbe indépendant à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que la dissociation de la Slovénie et de la Croatie de l'Empire austro-hongrois est la résultante de la victoire des alliés en 1918 ; l'idée d'un État commun à tous les Slaves du Sud, Serbes, Croates et Slovènes, doit sa promotion principalement aux chefs de file des intellectuels slovènes et croates. L'État yougoslave a été fondé sur une association plutôt librement acceptée à l'origine, bien qu'il doive sa création aux vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Certes, ce rassemblement multinational et multi-ethnique peut apparaître artificiel sous divers aspects. Mais, par comparaison avec la **Communauté européenne\***, la communauté d'origine et de langues des Slaves du Sud, avec ses fortes minorités musulmanes, slaves et non slaves, apparaît cependant moins artifi-

cielle. D'ailleurs, l'exemple de la **Suisse\*** est là qui apporte une preuve supplémentaire que les seuls critères linguistiques, ethniques ou religieux, ne permettent pas d'évaluer la viabilité d'une communauté qui, du reste, repose sur un destin commun. C'est un avenir commun bâti sous une forme fédérative et sur les exigences nouvelles de l'économie et de la technologie, de la concurrence mondiale et de la sécurité qui constitue la motivation et la finalité principales de la Communauté européenne.

Les oppositions yougoslaves s'incarnent dans trois textes idéologiques, œuvres de dirigeants politiques ou d'intellectuels, qui préfigurent les conflits actuels. La guerre était inscrite dans ces logiques contradictoires formulées dans les écrits de Tadjman, d'Izetbegovic et dans un rapport de l'Académie serbe. Les identités croate, musulmane et serbe cherchaient à s'affirmer et à se réaliser chacune dans un **État-nation\***, souverain et unitaire, sous la domination du peuple majoritaire. Les conséquences ultimes en sont la discrimination ou l'assimilation des minorités, leur expulsion ou leur extermination. La transition sous une façade de démocratisation a fait exploser les nationalismes, les solidarités nationales se substituant à des solidarités de classe. D'autant que dès 1986 on assiste à la désintégration progressive du parti et de l'armée yougoslave accompagnée de l'émergence des partis nationalistes. Ce processus de désintégration est rythmé par des élections et référendums au niveau des Républiques et des Régions qui a permis l'avènement de dirigeants nationalistes et sur-

tout le maintien au pouvoir des dirigeants communistes convertis au nationalisme.

En l'absence d'élections ou de référendums au niveau yougoslave, ces expressions populaires aux allures de démocratie ont contribué à donner une nouvelle légitimité aux dirigeants des Républiques. Si certains changements sont en cours, l'essentiel de la classe dirigeante et l'infrastructure hérités de l'ancien régime sont toujours en place. L'administration, les cadres des armées et des polices ont peu évolué. Les grands médias tels que la télévision et la radio nationales et même certains journaux de grand tirage continuent à être monopolisés par l'État. Celui-ci conserve et parfois renforce son emprise sur l'économie tout en tolérant l'expansion du marché noir et de la corruption. Les mentalités et la culture politique inculquées par le communisme et manipulées par les dirigeants politiques accentuent, à la faveur de la guerre et des extrémistes, la tendance vers des régimes national-autoritaires, voire national-totalitaires. C'est la réémergence brutale des conflits de classe, de nationalités, de religions et de cultures, mémoires réactivées de la guerre civile totale sous les traits nouveaux de légitimité nationale. L'indépendance nationale, la guerre de libération, la création des États-Nations avec leur symbolique, toute la panoplie des bonnes causes qui, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, ont produit des grandes guerres. Ensemble de motifs et d'instruments manipulés par des dirigeants politiques dont le maintien au pouvoir est la première priorité. Leurs ambitions de grandeur (grande Serbie, grande Croatie)

ont donné lieu à une guerre de **frontière\***, à la domination du peuple majoritaire, à la destruction de l'espace yougoslave au profit des désastres nationaux. Ces bâtisseurs des États-Nations sont des destructeurs de leurs peuples. La petite Suisse a d'autres ambitions de grandeur.

A la faveur du processus de désintégration au nom du principe d'autodétermination, de surcroît limité aux Républiques, d'actions en provocations, l'engrenage de la violence enclenchée a franchi un nouveau palier suite à la déclaration d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie le 26 juin 1991. Auparavant discrètes, les interventions extérieures ont pesé dès lors de tout leur poids traditionnel. En effet, la reconnaissance des nouveaux États de l'Europe issus de la fragmentation d'ensembles multinationaux soulève des problèmes de fond et de principe : l'expression réellement démocratique des volontés populaires, les limites du droit d'autodétermination (*quid* de la Krajina ou du Kosovo ?), les garanties effectives des droits de l'homme et des minorités ainsi que des principes démocratiques. Toutes conditions définies par le Conseil de la CE du 16 décembre 1991 mais négligées lors de la reconnaissance unilatérale par l'Allemagne le 23 décembre 1991, qui n'a pas tardé à entraîner celle du Vatican puis des autres États membres de la Communauté. S'il est tôt pour évaluer la portée de cet acte, force est d'admettre qu'il n'a pas eu pour conséquences d'imposer la paix ni la démocratie. Dans l'immédiat, cette reconnaissance sans condition et sans solution préalables n'a fait qu'exaspérer à l'ex-

trême les nationalismes virulents. De surcroît, elle a mis à nu les dissensions entre les membres de la Communauté en faisant ressortir son manque de cohésion en politique extérieure.

Le cas exemplaire de la Bosnie-Herzégovine illustre l'incohérence de l'action de la CE et de l'ONU. Dès les premières élections, ce sont les partis musulman, serbe et croate qui se sont affirmés. De plus, le référendum sur l'indépendance au début de 1992 a suscité l'opposition des Serbes de Bosnie représentant un tiers de la population contre le vote favorable d'une coalition de circonstance de Bosniaques musulmans et croates. Comment pouvait-on bâtir un nouvel État contre l'avis d'une des communautés constitutives ? D'autant que dès le début, les positions de leurs dirigeants ont été clairement exprimées : Izetbegovic se déclarait en faveur d'un État unitaire par opposition aux conceptions confédérales des dirigeants serbes et croates. La guerre était prévisible. Ces positions se sont durcies lorsque le président musulman a rejeté le plan de cantonalisation. Les conséquences de la reconnaissance, des politiques incoordonnées des occidentaux et des promesses de soutien des États-Unis sont bien connues. Après tant de victimes et de destructions, d'interventions plus ou moins directes de la Croatie et de la Serbie, la conférence de Genève (ONU/CE) a proposé sans plus de succès une nouvelle forme de cantonalisation. Dans ce cas, comme dans celui de la Krajina notamment, le problème de fond c'est le rejet de l'autre, l'irrespect des minorités, l'intolérance, la

soif du pouvoir et le manque d'esprit de démocratie et de compromis.

La création d'États-Nations dans un espace où sont imbriqués inextricablement peuples et familles, cultures et religions, ne favorise pas les solutions communautaires. D'autant que ces États-Nations ne sont pour l'instant garants ni des valeurs démocratiques ni des droits des hommes et des peuples. En revanche, ils ont tendance à fonder leur nouvelle légitimité sur l'exaltation des sentiments nationalistes et sur leur affirmation par opposition aux autres. Cette passion nationaliste trouve son expression extrême dans l'intolérance et la discrimination ou l'assimilation des autres, quand ce n'est dans leur élimination. Dans ce contexte, l'État-Nation aux frontières souvent arbitraires devient plus qu'ailleurs une source permanente de conflits. L'équation État et Nation s'avérant irréalisable, la question est de savoir comment gérer l'affirmation des identités différentes dans un système politique et économique viable. Les réponses dans un avenir plus ou moins lointain sont à rechercher dans les expériences du fédéralisme multinational en Suisse et en particulier dans l'Union européenne.

DUSAN SIDJANSKI

### Bibliographie

- ANCEL Jacques, *Peuples et nations des Balkans*, Paris, Armand Colin 1926 (rééd., Paris, C.T.H.S., 1992).
- CANAPA Marie-Paule, *La Yougoslavie*, Paris, P.U.F., 1980 (Que Sais-je ?, n° 1813).
- GARDE Paul, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard 1992.

GLENNY Misha, *The Fall of Yugoslavia*, London, Penguin Books, 1992.

KRULIC Joseph, *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1993.

LÉVY Luc, *Yougoslavie : la Fédération menacée*, Paris, La Documentation française, 1990.

NOUZILLE Jean, *Histoire de frontières : l'Autriche et l'Empire ottoman*, Paris, Berg, 1991.

RUPNIK Jacques (dir.), *De Sarajevo à Sarajevo*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1992.

### Corrélat

*Autogestion, Centralisation/Décentralisation, Empire, État-nation, Fédéralisme, Frontière, Nation et nationalisme ; Rougemont ; Communauté européenne, Suisse, Union européenne.*